

Vu 19/11/07  
of

VHD

N° 05/CA du Répertoire

N°93-45/CA du Greffe

Arrêt du 1<sup>er</sup> Février 2007

Affaire AGOLI-AGBO Hyppolite

C/  
MFPTRA

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 18 Octobre 1993, enregistrée le 25 Octobre 1993 sous le n°227/GCS au Greffe de la Cour, par laquelle monsieur AGOLI-AGBO Hippolyte a saisi la Haute Juridiction d'un recours en annulation de la décision contenue dans la lettre n°083-C/MFPTRA/DC/CNVAD/SP du 15 Juin 1993 ;

Vu le mémoire ampliatif sans date à Cotonou, enregistré le 06 Mai 94 sous le n° 106/GCS au Greffe de la Cour, de Maîtres HOUNNOU-AGBANRIN-ELISHA, Avocats associés à la Cour d'appel de Cotonou, conseils du requérant ;

Vu les observations du Ministre de la Fonction Publique du Travail et de la Réforme Administrative en date à Cotonou du 29 Août 1995, enregistrées le 30 Août 1995 au secrétariat de la Chambre Administrative de la Cour sous le n°213/CS/CA;

Vu le mémoire en réplique des conseils du requérant en date à Cotonou du 22 Mai 1996, enregistré le 08 Juillet 1996 sous le n° 293/GCS au Greffe de la Cour ;

Vu la consignation payée et constatée par reçu n° 500 du 10 Janvier 1994 au Greffe de la Cour ;

Vu l'ordonnance n° 21/PR du 26 Avril 1966 portant composition, organisation, fonctionnement et attribution de la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi 90-012 du 1<sup>er</sup> Juin 1990 ;

Vu les pièces du dossier ;



Notifié aux parties le 30/02/2007, 3303/GCS du 26/11/07 au Pcs / L 3304/GCS

Ouï le conseiller, **Emile TAKIN**, en son rapport ;

Ouï l'Avocat Général, **Hector Raoul OUENDO**, en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par requête sus visée, Monsieur AGOLI-AGBO Félix Hippolyte, Administrateur des douanes, demeurant à Cotonou, a introduit un recours pour excès de pouvoir en vue de l'annulation de la décision n° 83-C/MFPTRA/DC/CNVAD/SP en date du 15 Juin 1993 par laquelle le Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, Président de la Commission Nationale chargée de la vérification de l'authenticité des diplômes, a fait suspendre ses solde et accessoires en attendant la conclusion des investigations ;

Considérant qu'il soutient, que le décret n° 92-90 du 15 Juin 1992 portant création et attribution de la commission nationale de vérification des diplômes des Agents Permanents de l'Etat civils et militaires a conféré à la commission et à son Président, non un pouvoir de décision, si non une mission essentiellement de vérification et de constat ;

Que la décision de suspension des solde et accessoires des agents soumis au contrôle est une mesure qui ne relève pas de sa compétence ;

Que par ailleurs, la décision manque de base légale, en ce qu'elle a été prise à titre principale, alors que la mesure incriminée est accessoire aux termes des dispositions de l'article 138 Al 2 de la loi n°86-013 du 26 Février 1986 portant Statut Général des Agents Permanents de l'Etat ;

Qu'enfin la mesure dont l'annulation a été sollicitée procède d'un vice de forme, en ce qu'elle s'analyse comme une sanction, en l'absence de toute procédure disciplinaire et ce en méconnaissance de la procédure en la matière prévue par l'article 137 du statut général des agents permanents de l'Etat ;

Considérant que par lettre n°043/MFPTRA/CNVAD/SP du 29 août 1993, le Ministre de la Fonction Publique informe la Cour de la communication n°455/95 du 12 Avril 1995, qu'il a introduite en conseil des Ministres et du relevé n° 14/SGG/REL du 13 Avril 1995 dudit Conseil, invitant le Ministre des Finances à procéder au rétablissement des solde et accessoires du requérant ;

Considérant que les observations du Ministre de la Fonction Publique constituent un acquiescement aux moyens du requérant ;

Qu'il échet de faire droit à la demande du requérant et d'annuler la décision objet du présent recours ;

**Par Ces Motifs,**

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le recours de Félix AGOLI-AGBO Hippolyte est recevable ;

**Article 2** : La décision n°83-C/MFPTRA/DC/CNVAD/SP du 15 Juin 1993 est annulée ;

**Article 3** : Les frais sont mis à la charge du Trésor Public ;

**Article 4** : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême, la Chambre Administrative, composée de ;



**Samson DOSSOUMON,** conseiller à la Chambre Administrative,

**PRESIDENT ;**

**Emile TAKIN**  
**Et**

**Etienne-Marie FIFATIN**

(  
)  
(

**CONSEILLERS ;**

Et prononcé à l'audience publique du Jeudi premier février deux mille Sept, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus, en présence de :

**Raoul Hector OUENDO**

**MINISTERE PUBLIC;**

Et de Maître **Donatien H. VIGNINO**

**GREFFIER ;**



Et ont signé,

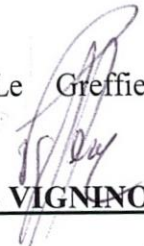
Le Président

  
S. DOSSOUMON

Le rapporteur

  
E. TAKIN

Le Greffier

  
D. H. VIGNINOU

AE = GRATIS

Enregistré à Cotonou le

09/07/07

Fo

28

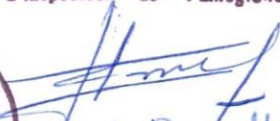
Case

9855

Reçu

GRATIS

Inspecteur de l'Enregistrement

  
Antoinette L. AGO